

**OS 1.1.1 Contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique Commune des Pêches (PCP) par la viabilité économique et la durabilité environnementale et sociale des entreprises de pêche, infrastructures et équipements collectifs**

**Objectifs**

**Programme National**

L'Objectif Spécifique (OS) 1.1.1 vise à contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique Commune des Pêches (PCP) par la viabilité économique et la durabilité environnementale et sociale des entreprises de pêche, infrastructures et équipements collectifs.

**Stratégie Régionale Pêche Aquaculture**

La priorité régionale ambitionne de soutenir une pêche responsable d'un point de vue environnemental, attractive et à forte valeur ajoutée. A ce titre, elle vise à :

- Améliorer la performance climatique et environnementale de la flotte
- Attirer et fidéliser les professionnels de demain
- Adapter les infrastructures, les équipements et les pratiques dans les ports de pêche aux enjeux de demain
- Accroître la qualité des produits de la pêche néo-aquitaine
- Enrichir la connaissance et favoriser sa diffusion afin d'améliorer l'image de la filière et la gestion durable de la ressource

**Références réglementaires**

Articles 14, 15, 16, 17, et 19 du règlement (UE) 2021/1139

**Types d'actions concernés**

Les types d'actions prévus au Programme National sont :

- Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche
- Conseil et formation
- Investissements dans les ports de pêche
- Recherche et innovation
- Actions collectives/Communication/Sensibilisation

**Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations**

**Bénéficiaires éligibles**

- Les entreprises de pêche professionnelle maritime et en eau douce (propriétaires et armateurs), celles en cours de création, et leurs groupements
- Les organisations interprofessionnelles et organisations de producteurs
- Les autorités portuaires, les concessionnaires des ports de pêche, les gestionnaires des halles à marée
- Les structures d'appui, de promotion et de développement de la filière, les clusters
- Les centres techniques et d'expérimentation
- Les collectivités territoriales et leurs groupements
- Autres (dans le cas du Type d'actions relatif à la Recherche et Innovation et dans le cas des Appels à Projets spécifiques)

**Conditions d'éligibilité pour le type d'action : Investissements dans les ports de pêche (hors études, expérimentations)**

- Le port bénéficiaire doit respecter un principe de coopération entre les ports de Nouvelle-Aquitaine afin de garantir, en cas de débarquement en dehors du port d'attache une juste rémunération :

▪ via la redevance d'équipement relevant de l'application du code des transports maritime (Livre III : Les Ports Maritimes Article R5321-41 à 5321-44) ou,

▪ ou pour les ports ne disposant pas de redevance d'équipement, via l'application de toute autre redevance de débarquement conventionnée avec chacun des ports de la Région,

- le projet a fait l'objet d'une consultation à l'échelle du port auprès des usagers concernés (éléments probants : étude de marché, compte rendu de réunions, invitations aux concertations, lettre de soutien, ...)

**ATTENTION :**

**Le bénéficiaire ne doit pas avoir commis d'infraction(s) au sens de l'article 11 du règlement FEAMPA.**

**Bénéficiaires non éligibles**

- Les entreprises de mareyage et de transformation - qui relèvent de l'OS 2.2.
- Les universités, établissements scientifiques et organismes de recherche en tant que porteur principal- qui relèvent d'autres dispositifs régionaux et européens.

**Opérations non éligibles**

Au titre de l'article 13 du règlement FEAMPA :

- La construction, l'acquisition ou l'importation de navires de pêche (sauf disposition contraire prévue à l'OS1.1.2)
- Les opérations qui augmentent la capacité de pêche d'un navire de pêche (sauf disposition contraire prévue à l'OS1.1.2)
- L'acquisition d'équipements qui augmentent la capacité d'un navire à trouver du poisson
- Le transfert des navires de pêche vers des pays tiers ou leur changement de pavillon pour celui d'un pays tiers, notamment par la création de coentreprises avec des partenaires de pays tiers
- Les investissements à bord des navires de pêche nécessaires pour satisfaire les exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de la présentation de la demande de soutien notamment les exigences découlant des obligations de l'Union dans le cadre des ORGP, sauf disposition contraire prévue à l'article 22
- Les investissements à bord des navires de pêche qui ont effectué des activités de pêche durant moins de 60 jours au cours des deux années civiles précédant la date de présentation de la demande de soutien
- La pêche exploratoire
- Le transfert de propriété d'une entreprise
- La construction de nouveaux ports ou de nouvelles halles à marée, à l'exception de nouveaux sites de débarquements
- Le repeuplement direct, sauf si un acte juridique de l'Union le prévoit explicitement en tant que mesure de réintroduction ou une autre mesure de conservation ou en cas de repeuplement à titre expérimental

Au titre des priorités régionales :

- Les opérations de formation initiale, d'apprentissage et de formation continue autres que celles menées dans le cadre de l'accompagnement à l'apprentissage de nouveaux process (suite à un investissement dans ou la modernisation de nouveaux outils)
- Les opérations de dragage dans les ports de pêche

### **Dépenses non éligibles**

Les dépenses inéligibles au titre de cet OS sont définies par le décret n°2022-608 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses pour la période de programmation 2021 – 2027 et par son arrêté d'application.

Au titre des priorités régionales :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée récupérée
- Le leasing, crédit-bail et assimilés
- Les contributions en nature
- L'auto-construction (valorisation du coût de la main d'œuvre, achat de matériaux et d'équipements intermédiaires, location d'outils et de machines...)
- Les travaux, investissements à terre, à l'exception des investissements en lien avec l'amélioration des conditions de conservation si service non présent sur place
- Les consommables (vêtements, équipements individuels...), sauf pour le type d'actions Recherche et Innovation et actions collectives
- L'entretien courant et le renouvellement à l'identique
- Le matériel d'occasion
- Le matériel de sécurisation et de surveillance des sites
- Les véhicules
- Les dotations aux amortissements, sauf pour le type d'actions Recherche et Innovation au prorata de la durée d'utilisation des biens amortis pour la réalisation de l'opération et si des subventions publiques n'ont pas déjà contribué à l'acquisition des biens
- Le montage de dossiers au-delà d'un plafond de dépenses de 1 500€HT
- Les frais de réception et de traiteur
- Les objets promotionnels
- Le matériel informatique, les fournitures de bureau et les logiciels de bureautique
- Les salaires, sauf pour les types d'actions Recherche et Innovation et Actions collectives
- Les dépenses de fonctionnement : téléphonie, loyer, électricité... (sauf pour les types d'actions Recherche et Innovation et Actions collectives avec application de l'option de coût simplifié à hauteur de 15% des salaires retenus)
- Les déplacements, frais de mission, restauration (sauf pour les types d'actions Recherche et Innovation et Actions collectives si nécessaires à l'opération avec application de l'option de coût simplifié à hauteur de 6,3% des salaires retenus)

### **Lignes de partage**

#### **Avec les autres OS du Programme national FEAMPA**

- L'installation des jeunes pêcheurs (acquisition d'un navire de pêche) – relève de l'OS 1.1.2.
- Les opérations à bord qui entraînent une augmentation du tonnage brut du navire de pêche (sous conditions) – relève de l'OS 1.1.2.
- Le soutien à la remotorisation (remplacement ou modernisation des moteurs de navires de pêche) – relève de l'OS 1.2.
- Les arrêts définitifs ou temporaires des activités de pêche (sous conditions) – relèvent de l'OS 1.3.

- L'innovation pour limiter l'impact de la pêche sur le milieu marin – relève de l'OS 1.6.
- Les opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et de l'aquaculture en mer et sur le littoral – relèvent de l'OS1.6.
- Les opérations de communication et de promotion en faveur des produits de la pêche – relèvent de l'OS 2.2
- La commercialisation (y compris les équipements informatiques et numériques dans les criées) et/ou la transformation des produits de la pêche – relèvent de l'OS 2.2.

#### **Avec les autres dispositifs régionaux liés**

- Les manifestations – relèvent d'un Appel à projets régional spécifique (à venir)

#### **Modalités des candidatures**

##### **Calendrier**

Les projets présentés au titre de la programmation FEAMPA sont éligibles à compter du 1er janvier 2021. Fin de dépôt des dossiers : 31 décembre 2027.

##### **ATTENTION :**

**Toute dépense engagée avant le 1er janvier 2021 est inéligible. Toute opération matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le dépôt de la demande d'aide est inéligible.**

##### **Etude des dossiers**

Les dossiers de demande d'aide sont traités au fil de l'eau.

Des appels à projet pourront aussi être lancés ponctuellement sur des thématiques spécifiques.

##### **ATTENTION :**

**Lorsqu'au titre de cet OS, un soutien est accordé à un navire de pêche le navire ne peut être transféré ou faire l'objet d'un changement de pavillon en dehors de l'Union durant au moins 5 ans à compter du paiement final de l'opération bénéficiant du soutien.**

#### **Critères de sélection**

Les critères de sélection serviront de critères de bonification du taux d'intervention de base du FEAMPA et contrepartie nationale publique.

##### **Pour le type d'actions : Modernisation, adaptation et diversification des activités de pêche**

- Les entreprises en cours de création ou créées depuis moins de 5 ans
- Les opérations qui utilisent une technologie innovante ou qui améliore l'efficacité énergétique du navire (hors moteur)
- Les navires qui appartiennent à la petite pêche côtière (au sens du Règlement (CE) n°1967/2006 du Conseil)
- Les opérations visant à améliorer la santé, la sécurité et conditions de travail à bord des navires de pêche, sauf les opérations bénéficiant d'un soutien au titre de l'article 19 (augmentation du tonnage brut d'un navire de pêche pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique)
- Les opérations contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) n°1380/2013 qui améliorent la sélectivité des engins de pêche au regard de la taille ou de l'espèce

**Pour le type d'actions : Investissements dans les ports de pêche**

Les investissements répondant à une ou plusieurs des trois ambitions suivantes :

- Améliorer l'attractivité des ports de pêche pour les pêcheurs (ex: service de débarque, sécurité...)
- Améliorer la qualité des produits des halles à marée
- Améliorer la performance environnementale (ex: eau, énergie, rejets, déchets...)

Les études et ou expérimentations répondant à un des trois ambitions suivantes :

- Favoriser la collaboration interportuaire à l'échelle de la façade (ex: pratiques de tri, lisibilité de l'offre de produits ou de services, sécurité au travail, performance environnementale...)
- Favoriser la collaboration, à l'échelle d'un port, entre les différents types d'utilisateurs (pêcheurs, mareyeurs, transformateurs, ...)
- Améliorer la performance environnementale à l'échelle d'un port (ex: état zéro, démarche d'éco-conception...)

**Pour le type d'actions : Conseil et formation et Actions collectives/Communication/Sensibilisation**

- Le nombre d'entreprises impliquées dans le projet / le nombre d'entreprises bénéficiaires *in fine*
- Les opérations d'accompagnement à l'installation et les observatoires de la ressource halieutique
- Les opérations liées à la petite pêche côtière (au sens du Règlement (CE) n° 1967/2006 du Conseil)
- Les opérations contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) n°1380/2013 qui améliorent la sélectivité des engins de pêche au regard de la taille ou de l'espèce
- Les opérations contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) n°1380/2013 qui améliorent l'infrastructure des ports de pêche, des halles de criée, des sites de débarquement et des abris afin de faciliter le débarquement et le stockage des captures indésirées
- Les opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou d'autres bénéficiaires collectifs
- Les opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, d'associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- Les opérations remplissant l'ensemble des caractères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats

**Pour le type d'actions : Recherche et innovation**

- Les opérations consistent en une étude de faisabilité
- Les opérations portées par un centre technique ou qui sont élaborées en collaboration avec un centre technique et d'expérimentation, une université, un établissement scientifique ou un organisme de recherche et de diffusion des connaissances
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les opérations remplissant l'ensemble des caractères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats</li> </ul>
<p align="center"><b>Intensité d'aide publique</b></p> <p><b>Taux d'aide publique</b>  Taux de base : 30% max  Autofinancement minimum : 20% min</p> <p>Le taux d'intervention du FEAMPA et de la contrepartie nationale applicable au projet est calculé à partir de la grille de notation jointe.</p> <p>Taux maximum pour les opérations qui répondent à un ou plusieurs critères de sélection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 60% max pour les opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs</li> <li>- 75% max pour les opérations : <ul style="list-style-type: none"> <li>o qui améliorent l'infrastructure des ports de pêche, des halles de criée, des sites de débarquement et des abris afin de faciliter le débarquement et le stockage des captures indésirées</li> <li>o qui facilitent la commercialisation des captures indésirées débarquées provenant des stocks commerciaux conformément à l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n° 1379/2013</li> <li>o visant à améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail à bord des navires de pêche</li> <li>o mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles</li> <li>o en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la pêche</li> </ul> </li> <li>- 100% max pour les opérations : <ul style="list-style-type: none"> <li>o qui améliorent la sélectivité des engins de pêche au regard de la taille ou de l'espèce</li> <li>o liées à la petite pêche côtière</li> <li>o pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services</li> <li>o remplissant l'ensemble des critères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats</li> </ul> </li> </ul>
<p align="center"><b>Taux de contribution du FEAMPA</b></p> <p>Le taux de contribution prévu au Programme National est 70%.</p>
<p align="center"><b>Indicateurs de réalisation et de résultats</b></p> <p>Les indicateurs de réalisation prévus dans le Programme National sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'opérations</li> </ul> <p>Les indicateurs de résultats prévus dans le Programme National sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons</li> <li>- Entités favorisant la durabilité sociale</li> </ul>

- Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

#### **Contact**

Service Pêche, Aquaculture, FEAMPA : [peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr)

Gaëtan Baelen - 05 57 57 55 82

Maja Larsen - 05 56 56 38 19

[www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu](http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

Fiche détaillée OS1.1.1 Version CNS Juin 2023

Grille de notation  
FEAMPA Nouvelle-Aquitaine

VOLET REGIONAL DU FEAMPA 2021 - 2027 EN NOUVELLE-AQUITAINE	
Objectif Spécifique : 1.1.1	Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental
Type d'actions	<b>INVESTISSEMENT DANS LES PORTS DE PECHE</b>
Type d'actions	<b>MODERNISATION, ADAPTATION ET DIVERSIFICATION DES ACTIVITES DE PECHE</b>

		Ambition Oui/Non
Investissements répondant aux ambitions suivantes (cumulables):	Améliorer l'attractivité des ports de pêche pour les pêcheurs (ex: service de débarque, sécurité...)	
	Améliorer la qualité des produits des halles à marée	
	Améliorer la performance environnementale (ex: eau, énergie, rejets, déchets...)	
<b>Plafond (maximum 3 000 000€)</b>		<b>0</b>

		Taux d'intervention FEAMPA + Région
Etudes et ou expérimentations répondant à l'une des ambitions suivantes (non cumulable)	Favoriser la collaboration interportuaire à l'échelle de la façade (ex: pratiques de tri, lisibilité de l'offre de produits ou de services, sécurité au travail, performance environnementale...)	100
	Favoriser la collaboration interfilières à l'échelle d'un port	80
	Améliorer la performance environnementale à l'échelle d'un port (ex: état zéro, démarche d'éco-conception...)	80



**OS 1.1.2 Améliorer l'attractivité des métiers de pêche et favoriser le renouvellement des générations dans la pêche maritime et la pêche professionnelle en eau douce**

*ATTENTION : dans l'attente de la validation du Programme National attendue en juin 2022, les modalités (bénéficiaires et modalités) ne sont présentées ici qu'à titre indicatif et sont susceptibles d'évoluer.*

**Objectifs**

**Programme National**

L'Objectif Spécifique (OS) 1.1.2 vise à améliorer l'attractivité des métiers de pêche et à favoriser le renouvellement des générations dans la pêche maritime et la pêche professionnelle en eau douce.

**Stratégie Régionale Pêche Aquaculture**

La priorité régionale ambitionne de soutenir une pêche responsable d'un point de vue environnemental, attractive et à forte valeur ajoutée. A ce titre, elle vise à :

- attirer et de fidéliser les professionnels de demain par le financement de l'acquisition du premier navire ;
- améliorer la performance climatique et environnementale de la flotte par le soutien à l'adaptation des profils de coque et à l'expérimentation de nouveaux systèmes de propulsion ;
- moderniser la flotte pour rendre plus attractives les conditions de travail et de sécurité à bord.

**Références réglementaires**

Articles 5, 63, 64 et 65 du règlement (UE) 2021/1060 portant dispositions communes

Articles 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 19 ainsi que l'annexe III du règlement (UE) 2021/1139 instituant le FEAMPA

Décret n°2022-608 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 en date du 21 avril 2022

**Types d'action concernés**

Les types d'actions prévus au Programme National sont :

- Installation des jeunes pêcheurs
- Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

**Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations**

**Pour le type d'actions : Installation des jeunes pêcheurs**

**Bénéficiaires éligibles**

- Une personne physique qui:
  - a) est âgée de 40 ans ou moins à la date de présentation de la demande de soutien ; et
  - b) a travaillé au moins cinq ans en tant que pêcheur ou a acquis une qualification adéquate
- Des entités juridiques détenues intégralement par une ou plusieurs personnes physiques remplissant chacune les conditions énoncées au premier alinéa
- Plusieurs personnes physiques remplissant chacune les conditions énoncées au premier alinéa

- Une personne physique qui remplit les conditions énoncées au premier alinéa et qui est réputée avoir des droits de contrôle sur ce navire de par la détention d'au moins 33 % du navire ou des parts du navire, ou une entité juridique qui remplit les conditions énoncées au second alinéa et qui est réputée avoir des droits de contrôle sur ce navire de par la détention d'au moins 33 % du navire ou des parts du navire

**ATTENTION :**

**Le bénéficiaire ne doit pas avoir commis d'infraction(s) au sens de l'article 11 du règlement FEAMPA.**

**Opérations éligibles**

La première acquisition d'un navire de pêche ou l'acquisition de sa propriété partielle (au moins 33%).

Conditions relatives aux navires de pêche maritime :

Le soutien relevant ne peut être accordé que dans le cas d'un navire de pêche qui :

- appartient à un segment de flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1380/2013, a fait état d'un équilibre avec les possibilités de pêche existant pour ledit segment ;
- est équipé pour les activités de pêche ;
- présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres ;
- a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union pendant au moins les trois années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien dans le cas d'un navire de petite pêche côtière, et pendant au moins cinq années civiles dans le cas d'un autre type de navire ;
- a été enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union pendant trente années civiles maximum avant l'année de présentation de la demande de soutien.

Conditions relatives aux navires de pêche en eau douce :

Le soutien relevant ne peut être accordé que dans le cas d'un navire de pêche qui :

- est équipé pour les activités de pêche ;
- présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres ;
- est entré en service depuis au moins trois années civiles et au plus trente années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien, conformément au droit national.

**Pour le type d'action : Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique**

**Bénéficiaires éligibles**

Les propriétaires de navires de pêche.

**ATTENTION :**

**Le bénéficiaire ne doit pas avoir commis d'infraction(s) au sens de l'article 11 du règlement FEAMPA.**

**Opérations éligibles**

L'aide publique prend en charge les coûts liés aux investissements à bord pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique :

- l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ou la rénovation ultérieure d'installations d'hébergement réservées à l'usage exclusif de l'équipage, y compris les installations sanitaires, les espaces communs, les équipements de cuisine et les structures de pont-abris ;

- l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'amélioration ou l'installation ultérieures de systèmes embarqués de prévention des incendies, de systèmes de sécurité et d'alarme ou de systèmes de réduction du bruit ;
- l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ultérieure de systèmes de ponts intégrés destinés à améliorer la navigation ou le contrôle du moteur ;
- l'augmentation du tonnage brut nécessaire à l'installation ou la rénovation ultérieure d'un moteur ou d'un système de propulsion qui présente une meilleure efficacité énergétique ou un plus faible niveau d'émissions de CO<sub>2</sub> que le moteur ou le système précédent, dont la puissance ne dépasse pas celle du moteur du navire de pêche précédemment certifiée conformément à l'article 40, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1224/2009, et dont la puissance maximale est certifiée par le constructeur pour ce modèle de moteur ou de système de propulsion ;
- le remplacement ou la rénovation de l'étrave à bulbe, pour autant que cela améliore l'efficacité énergétique globale du navire de pêche.

Conditions relatives aux navires de pêche maritime :

Le soutien relevant ne peut être accordé que dans le cas d'un navire de pêche qui :

- présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres.
- a été enregistré dans le fichier de la flotte de de l'Union pendant au moins les 10 années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien ;
- le navire de pêche appartient à un segment de la flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1380/2013, a fait état d'un équilibre entre la capacité de pêche de ce segment et les possibilités de pêche existant pour ledit segment

Conditions relatives aux navires de pêche en eau douce :

Le soutien relevant ne peut être accordé que dans le cas d'un navire de pêche qui :

- présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres.
- est entré en service depuis au moins les dix années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien, conformément au droit national.

#### **ATTENTION :**

**L'entrée dans la flotte de pêche de nouvelles capacités de pêche du fait de l'opération est compensée par le retrait préalable, sans aide publique, de capacités de pêche au moins équivalentes du même segment de flotte ou d'un segment de flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1380/2013, fait état d'un déséquilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche disponibles.**

#### **Opérations inéligibles**

Au titre de l'article 13 du règlement FEAMPA :

- les opérations qui augmentent la capacité de pêche d'un navire de pêche (sauf disposition contraire pour les opérations à bord entraînant l'augmentation du tonnage brut).
- l'acquisition d'équipements qui augmentent la capacité d'un navire à trouver du poisson.
- la construction, l'acquisition ou l'importation de navires de pêche (sauf disposition contraire pour les jeunes pêcheurs).
- le transfert des navires de pêche vers des pays tiers ou leur changement de pavillon pour celui d'un pays tiers, notamment par la création de coentreprises avec des partenaires de pays tiers.
- le transfert de propriété d'une entreprise (sauf disposition contraire pour l'installation des jeunes pêcheurs).
- les investissements à bord des navires de pêche nécessaires pour satisfaire les exigences du droit de l'Union en vigueur au moment de la présentation de la demande de soutien,

notamment les exigences découlant des obligations de l'Union dans le cadre des ORGP, sauf disposition contraire prévue à l'article 22.

- les investissements à bord des navires de pêche qui ont effectué des activités de pêche durant moins de 60 jours au cours des deux années civiles précédant la date de présentation de la demande de soutien.

### Modalités des candidatures

#### Calendrier

Les projets présentés au titre de la programmation FEAMPA sont éligibles à compter du 1er janvier 2021. Fin de dépôt des dossiers : 31 décembre 2027

#### ATTENTION :

**Toute dépense engagée avant le 1er janvier 2021 est inéligible. Toute opération matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le dépôt de la demande d'aide est inéligible.**

#### Etude des dossiers

Les dossiers de demande d'aide sont traités au fil de l'eau.

L'aide n'est pas octroyée plus d'une fois pour le même objet au cours de la période de programmation.

#### ATTENTION :

**Lorsqu'au titre de cet OS, un soutien est accordée à un navire de pêche il ne peut être transféré ou faire l'objet d'un changement de pavillon en dehors de l'Union durant au moins 5 ans à compter du paiement final de l'opération bénéficiant du soutien.**

### Critères de sélection

Les critères de sélection serviront de critères de bonification du taux d'intervention de base du FEAMPA et contrepartie nationale publique.

#### Pour le type d'action Installation des jeunes pêcheurs

- Pour les navires de pêche maritime appartenant à la petite pêche côtière : le navire est enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union depuis au moins 3 années civiles et maximum 15 années civiles
- Pour les navires de pêche maritime n'appartenant pas à la petite pêche côtière : le navire est enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union depuis au moins 5 années civiles et maximum 15 années civiles
- Pour les navires de pêche en eau douce : le navire est entré en service depuis au plus quinze années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien, conformément au droit national.

#### Pour le type d'action Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique

- Les entreprises en cours de création ou créées depuis moins de 5 ans

### Intensité d'aide publique

#### Pour le type d'action Installation des jeunes pêcheurs

##### Taux d'aide publique

Taux de base : 30% max

Taux maximum pour les opérations qui répondent à un ou plusieurs critères de sélection : 40% max.

**Pour le type d'actions : Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique**

**Taux d'aide publique**

Taux de base : 30% max

Taux maximum pour les opérations qui répondent à un ou plusieurs critères de sélection : 40% max.

**Taux de contribution du FEAMPA**

Le taux de contribution prévu au Programme National est 70%.

**Indicateurs de réalisation et de résultats**

Les indicateurs de réalisation prévus dans le Programme National sont :

- Nombre d'opérations

Les indicateurs de résultats prévus dans le Programme National sont :

**Pour le type d'action Installation des jeunes pêcheurs**

- Emplois créés (nombre de personnes)

**Pour le type d'actions Opérations à bord entraînant une augmentation du tonnage brut pour améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique**

- Entités améliorant l'efficacité des ressources dans la production et/ou les process
- Entités favorisant la durabilité sociale (nombre d'entités)

**Contact**

Service Pêche, Aquaculture, FEAMPA : [peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr)

Gaëtan Baelen - 05 57 57 55 82

[www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu](http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

**Fiche détaillée OS1.1.2**

Projet de grille de notation  
FEAMPA Nouvelle-Aquitaine

<b>VOLET REGIONAL DU FEAMPA 2021-2027 EN NOUVELLE-AQUITAINE</b>	
Objectif Spécifique : 1.1.2	Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental
Type d'actions	<b>INSTALLATION DES JEUNES PÊCHEURS</b>

<b>Taux d'intervention FEAMPA + Région de base</b>	<b>30</b>
--	-----------

		<b>Barème de notation</b>	<b>Notation</b>
Critère de sélection régional (Non cumulatif)	Pour les navires de pêche maritime appartenant à la petite pêche côtière : le navire est enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union depuis au moins 3 années civiles et maximum 15 années civiles	0 10	
	Pour les navires de pêche maritime n'appartenant pas à la petite pêche côtière : le navire est enregistré dans le fichier de la flotte de l'Union depuis au moins 5 années civiles et maximum 15 années civiles	0 10	
	Pour les navires de pêche en eau douce : le navire est entré en service depuis au plus quinze années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien, conformément au droit national.	0 10	
<b>Bonification (10 points maximum)</b>			<b>-</b>

<b>TOTAL - TAUX D'INTERVENTION FEAMPA + REGION (40% MAXIMUM)</b>	<b>30</b>
--	-----------

<b>PLAFONDS ET PLANCHER DE L'INTERVENTION FEAMPA + REGION (PAR BENEFICIAIRE ET POUR L'ENSEMBLE DE LA PROGRAMMATION)</b>		
Plafond	Pour les navires enregistrés depuis plus de 15 années civiles et maximum 30 années civiles	75 000 €
	Pour les navires enregistrés depuis au moins 3 années civiles et maximum 15 années civiles	100 000 €
Plancher		5 000 €

Projet de grille de notation  
FEAMPA Nouvelle-Aquitaine

VOLET REGIONAL DU FEAMPA 2021-2027 EN NOUVELLE-AQUITAINE	
Objectif Spécifique : 1.1.2	Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental
Type d'actions	<b>OPÉRATIONS À BORD ENTRAINANT UNE AUGMENTATION DU TONNAGE BRUT POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ, LES CONDITIONS DE TRAVAIL OU L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE</b>

Taux d'intervention FEAMPA + Région de base	30
---	----

		Barème de notation	Notation
Critères régionaux	Les entreprises créées depuis moins de 5 ans	0 10	
	<b>Bonification (10 points maximum)</b>		-

<b>TOTAL - TAUX D'INTERVENTION FEAMPA + REGION (40% MAXIMUM)</b>	<b>30</b>
--	-----------

PLAFOND ET PLANCHER DE L'INTERVENTION FEAMPA + REGION	
Plafond	100 000 €
Plancher	5 000€

## OS 1.2 Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO<sub>2</sub>

*ATTENTION : dans l'attente de la validation du Programme National attendue en juin 2022, les modalités (bénéficiaires et modalités) ne sont présentées ici qu'à titre indicatif et sont susceptibles d'évoluer.*

### Objectifs

#### Programme National

L'Objectif Spécifique OS1.2 vise l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les activités de pêche maritime et en eau douce via le soutien à la remotorisation.

#### Stratégie Régionale Pêche Aquaculture

La priorité régionale vise à soutenir une pêche responsable d'un point de vue environnemental, attractive et à forte valeur ajoutée. A ce titre, elle ambitionne d'améliorer la performance climatique et environnementale de la flotte via l'amélioration de l'efficacité énergétique des moteurs.

### Références réglementaires

Articles 5, 63, 64 et 65 du règlement (UE) 2021/1060 portant dispositions communes  
Articles 11, 13, 14, 15, 16 et 18 et l'annexe III du règlement (UE) 2021/1139 instituant le FEAMPA  
Articles 1, 2 et 3 de l'acte délégué  
Phase V du règlement (UE) 2016/1628 relatif aux exigences concernant les limites d'émission pour les gaz polluants et les particules polluantes et la réception par type pour les moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers  
Règlement délégué  
Décret n°2022-608 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027 en date du 21 avril 2022

### Type d'action concerné

Le type d'action prévu au Programme National est :

- Investissement dans la réduction de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique

### Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations

#### Bénéficiaires éligibles

Les propriétaires de navires de pêche.

#### ATTENTION :

**Le bénéficiaire ne doit pas avoir commis d'infraction(s) au sens de l'article 11 du règlement FEAMPA.**

#### Opération éligible

Le remplacement ou la modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire.

Conditions relatives au navire :

- Présente une longueur hors tout ne dépassant pas 24 mètres
- Dans le cas de la pêche en mer :
  - o a été enregistré dans le fichier de la flotte de pêche de l'Union pendant au moins les 5 années civiles précédant l'année de présentation de la demande de soutien ;



- appartient à un segment de la flotte pour lequel le dernier rapport sur la capacité de pêche, visé à l'article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) n°1380/2013, a fait état d'un équilibre avec les possibilités de pêche existant pour ledit segment

- Dans le cas de la pêche en eau douce : est entré en service depuis au moins 5 ans, conformément au droit national

Conditions relatives au moteur (neuf ou modernisé) :

- Dans le cas des navires de petite pêche côtière, le moteur n'a pas une puissance exprimée en kW supérieure à celle du moteur actuel

- Dans le cas des autres navires, dont la longueur hors tout ne dépasse pas 24 mètres, le moteur n'a pas une puissance exprimée en kW supérieure à celle du moteur actuel et rejette au moins 20% des émissions de CO<sub>2</sub> en moins par rapport au moteur actuel

**ATTENTION :**

- Tous les moteurs remplacés ou modernisés font l'objet d'une vérification physique.

- La remotorisation ne doit pas augmenter la capacité de pêche d'un navire de pêche ou sa capacité à trouver du poisson.

- La capacité de pêche supprimée en raison du remplacement ou à la modernisation d'un moteur principal ou auxiliaire n'est pas remplacée.

- La réduction des émissions de CO<sub>2</sub> requise est considérée comme atteinte lorsque des informations pertinentes certifiées par le constructeur du moteur concerné dans le cadre d'une réception par type ou d'un certificat de produit indiquent que le nouveau moteur rejette 20% de CO<sub>2</sub> de moins que le moteur remplacé ou que le nouveau moteur utilise 20% de carburant de moins que le moteur remplacé. Si ces informations ne permettent pas de comparer les émissions de CO<sub>2</sub> ou la consommation de carburant, la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> est considérée comme atteinte dans l'un ou l'autre des cas suivants : le nouveau moteur utilise une technologie efficace sur le plan énergétique et la différence d'âge entre le nouveau moteur et le moteur remplacé est d'au moins 7 ans ou le nouveau moteur utilise un type de carburant ou un système de propulsion réputé rejeter moins de CO<sub>2</sub> que le moteur remplacé.

**Opérations inéligibles**

Au titre de l'article 13 du règlement FEAMPA :

- les investissements à bord des navires de pêche qui ont effectué des activités de pêche durant moins de 60 jours au cours des deux années civiles précédant la date de présentation de la demande de soutien.

**Modalités des candidatures**

**Calendrier**

Les projets présentés au titre de la programmation FEAMPA sont éligibles à compter du 1er janvier 2021. Fin de dépôt des dossiers : 31 décembre 2027

**ATTENTION :**

**Toute dépense engagée avant le 1er janvier 2021 est inéligible. Toute opération matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le dépôt de la demande d'aide est inéligible.**

**Etude des dossiers**

Les dossiers de demande d'aide sont traités au fil de l'eau.

L'aide n'est pas octroyée plus d'une fois au cours de la période de programmation pour le même type d'investissement et pour le même navire de pêche.

#### ATTENTION :

Lorsqu'au titre de cet OS, un soutien est accordée à un navire de pêche, celui-ci ne peut être transféré ou faire l'objet d'un changement de pavillon en dehors de l'Union durant au moins 5 ans à compter du paiement final de l'opération bénéficiant du soutien.

#### Critères de sélection

Les critères de sélection serviront de critères de bonification du taux d'intervention de base du FEAMPA et contrepartie nationale publique.

#### Pour le type d'action : Investissement dans la réduction de la consommation d'énergie et l'efficacité énergétique

- Le nouveau moteur utilise une technologie efficace sur le plan énergétique (au sens du règlement délégué (UE) 2022/46, soit : l'hydrogène, l'ammoniac, la combustion interne, des piles à combustible, de l'électricité, une combinaison d'électricité et de combustion (hybride), un système hybride à pile combustible).

#### Intensité d'aide publique

##### Taux d'aide publique

Taux maximum d'aide publique de base : 30% max

Taux maximum pour les opérations qui répondent au critère de sélection : 40% max.

Le taux d'intervention du FEAMPA et de la contrepartie nationale applicable au projet est calculé à partir de la grille de notation jointe.

#### Taux de contribution du FEAMPA

Le taux de contribution prévu au Programme National est 70%.

#### Indicateurs de réalisation et de résultats

Les indicateurs de réalisation prévus dans le Programme National sont :

- Nombre d'opérations

Les indicateurs de résultats prévus dans le Programme National sont :

- Consommation d'énergie conduisant à la réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> (L/h ou kWh/t).

#### Contact

Service Pêche et Aquaculture : [peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr)

Gaëtan Baelen - 05 57 57 55 82

[www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu](http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

#### Fiche détaillée OS1.2

Projet de grille de notation  
FEAMPA Nouvelle-Aquitaine

VOLET REGIONAL DU FEAMPA 2021-2027 EN NOUVELLE-AQUITAINE	
Objectif Spécifique : 1.2	Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou en modernisant les moteurs des navires de pêche
Type d'actions	<b>INVESTISSEMENT DANS LA REDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE ET L'EFFICACITE ENERGETIQUE (MOTEURS)</b>

Taux d'intervention FEAMPA + Région de base	30
--	----

	Critères de sélection régional	Barème de notification	Notation
Critère de sélection régional	Le nouveau moteur utilise une technologie efficace sur le plan énergétique (technologie efficace au sens du règlement délégué (UE) 2022/46, soit : l'hydrogène, l'ammoniac, la combustion interne, des piles à combustible, de l'électricité, une combinaison d'électricité et de combustion (hybride), un système hybride à pile combustible)	0	-
		10	
	<b>Bonification (10 points maximum)</b>		-

<b>TOTAL - TAUX D'INTERVENTION FEAMPA + REGION (40% MAXIMUM)</b>	<b>30</b>
--	-----------

PLAFOND ET PLANCHER DE L'INTERVENTION FEAMPA + REGION (PAR BENEFICIAIRE ET POUR L'ENSEMBLE DE LA PROGRAMMATION)	
Plafond bonifié pour les navires dont le moteur utilise une technologie efficace sur le plan énergétique (au sens du règlement UE 2022/46)	200 000 €
Plafond	50 000 €
Plancher	5 000€

OS 1.6 Contribuer à la protection et à la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques
<p><b>Objectifs</b></p> <p><b>Programme National</b> L'Objectif Spécifique (OS) 1.6 vise à contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique Commune des Pêches (PCP) en contribuant à la protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques.</p> <p><b>Stratégie Régionale Pêche Aquaculture</b> La stratégie régionale vise à soutenir une pêche et une aquaculture responsable d'un point de vue environnemental. A ce titre, les priorités régionales visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir l'innovation pour réduire l'impact des activités sur le milieu, notamment par l'amélioration de la sélectivité des engins</li> <li>- Accompagner les filières pêche et aquaculture et les ports de pêche dans la lutte contre les déchets plastiques dans le cadre du Plan Régional 0 Plastique</li> </ul>
<p><b>Références réglementaires</b></p> <p>Article 25 du règlement (UE) 2021/1139</p>
<p><b>Types d'actions concernés</b></p> <p>Les types d'actions prévus en Région sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Innovation pour limiter l'impact de la pêche sur le milieu marin</li> <li>- Opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et l'aquaculture en mer et sur le littoral</li> </ul>
<p><b>Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations</b></p> <p><b>Bénéficiaires éligibles</b> Pas de restriction de bénéficiaires éligibles (hors critères réglementaires), l'objectif étant de privilégier tout porteur de projets innovants (Recherche et Développement, démonstrateurs, expérimentations) entrant dans les priorités régionales.</p> <p><b>ATTENTION :</b> <b>Le bénéficiaire ne doit pas avoir commis d'infraction(s) au sens de l'article 11 du règlement FEAMPA.</b></p> <p><b>Opérations inéligibles</b> Au titre de l'article 13 du règlement FEAMPA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le repeuplement direct, sauf si un acte juridique de l'Union le prévoit explicitement en tant que mesure de réintroduction ou autre mesure de conservation ou en cas de repeuplement à titre expérimental</li> <li>- Le transfert de propriété d'une entreprise</li> </ul>
<p><b>Lignes de partage</b></p> <p><b>Avec les autres OS du Programme national FEAMPA</b> Les opérations de protection et de restauration des écosystèmes marins et littoraux, y compris par limitation des impacts des activités, relèvent du OS 1.6 géré par l'Etat.</p>

Les opérations de gestion et la valorisation des co-produits et de lutte contre les déchets non plastiques issus de la pêche et l'aquaculture en mer et sur le littoral– relèvent des OS 1.1.1, OS 2.1 et OS 2.2

### Modalités des candidatures

#### Calendrier

Les projets présentés au titre de la programmation FEAMPA sont éligibles à compter du 1er janvier 2021. Fin de dépôt des dossiers : 31 décembre 2027.

#### ATTENTION :

**Toute dépense engagée avant le 1er janvier 2021 est inéligible. Toute opération matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le dépôt de la demande d'aide est inéligible.**

#### Etude des dossiers

Les dossiers de demande d'aide sont traités au fil de l'eau. Des appels à projets spécifiques pourront être lancés ponctuellement sur des thématiques spécifiques.

### Critères de sélection

Les critères de sélection serviront de critères de bonification du taux d'intervention de base du FEAMPA et contrepartie nationale publique.

#### Pour le type d'actions : Innovation pour limiter l'impact de la pêche sur le milieu marin

- Les opérations consistent en une étude de faisabilité
- Les opérations portées par un centre technique ou qui sont élaborées en collaboration avec un centre technique et d'expérimentation, une université, un établissement scientifique ou un organisme de recherche et de diffusion des connaissances
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- Les opérations remplissant l'ensemble des caractères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public aux résultats

#### Pour le type d'actions : Opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et de l'aquaculture en mer et sur le littoral

- Les opérations consistent en une étude de faisabilité
- Les opérations élaborées en collaboration avec un centre technique et d'expérimentation, une université, un établissement scientifique ou un organisme de recherche et de diffusion des connaissances
- Les opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou par d'autres bénéficiaires collectifs
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services

- Les opérations remplissant l'ensemble des critères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif, présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public aux résultats

### **Intensité d'aide publique**

#### **Taux d'aide publique**

Taux maximum d'aide publique de base : 60% max

Taux maximum pour les opérations qui répondent à un ou plusieurs critères de sélection : 100% max

Autofinancement minimum : 20%

Le taux d'intervention du FEAMPA et de la contrepartie nationale applicable au projet est calculé à partir de la grille de notation jointe.

### **Taux de contribution du FEAMPA**

Le taux de contribution prévu au Programme National est 70%.

### **Indicateurs de réalisation et de résultats**

Les indicateurs de réalisation prévus dans le Programme National sont :

- Nombre d'opérations

Les indicateurs de résultats prévus dans le Programme National sont :

- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé animale et au bien-être des poissons

### **Contact**

Service Pêche, Aquaculture, FEAMPA : [peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr)

Maja Larsen - 05 56 56 38 19

Gaëtan Baelen - 05 57 57 55 82

[www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu](http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

Fiche détaillée OS1.6 Version 2022\_Sepembre

OS 2.1 : Promouvoir les activités aquacoles durables et économiquement viables
<p style="text-align: center;"><b>Objectifs</b></p> <p><b>Programme National</b>          L'Objectif Spécifique OS2.1 du Programme National vise à promouvoir les activités aquacoles durables et économiquement viables. Il répond aux ambitions prévues dans le Plan Aquacultures d'Avenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Simplification des procédures administratives et accès à l'espace</li> <li>- Sanitaire et zoosanitaire en aquaculture et bien-être des poissons</li> <li>- Recherche &amp; innovation</li> <li>- Gestion des risques climatiques, sanitaires, zoosanitaires, environnementaux</li> <li>- Favoriser le développement économique des filières aquacoles</li> <li>- Attractivité des métiers et formation</li> <li>- Augmentation de la valeur ajoutée des produits de l'aquaculture et performance environnementale des entreprises aquacoles</li> <li>- Collecte et valorisation des données aquacoles</li> </ul> <p><b>Stratégie régionale Pêche Aquaculture Nouvelle-Aquitaine</b>          La stratégie régionale ambitionne d'encourager une aquaculture exemplaire en matière d'environnement, de qualité sanitaire et d'innovation pour renforcer la performance économique, la résilience et l'attractivité de la filière. Les priorités régionales visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- renforcer la responsabilité sociétale de la filière et des entreprises</li> <li>- améliorer la capacité de résilience des entreprises pour traverser les chocs</li> <li>- faciliter l'installation et la transmission des exploitations</li> <li>- promouvoir les investissements, la recherche-développement et l'innovation pour renforcer la compétitivité et l'excellence des filières</li> <li>- améliorer l'attractivité des métiers et l'image des filières</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Références règlementaires</b></p> <p>Article 27 du règlement (UE) 2021/1139</p>
<p style="text-align: center;"><b>Types d'actions concernés</b></p> <p>Les types d'actions prévues au Programme National sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles</li> <li>- Installation aquacole</li> <li>- Recherche et innovation</li> <li>- Actions collectives, communication, médiation et animation des filières</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations</b></p> <p><b>Bénéficiaires éligibles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les entreprises aquacoles, celles en cours de création, et leurs groupements</li> <li>- Les organisations interprofessionnelles et organisations de producteurs</li> <li>- Les groupements de défense sanitaire aquacole</li> <li>- Les propriétaires et gestionnaires des ports conchylicoles et leurs groupements</li> <li>- Les structures d'appui aux filières, les centres techniques et d'expérimentation, les clusters</li> </ul>

- Les collectivités territoriales et leurs groupements
- Autres (dans le cas du Type d'actions relatif à la Recherche et Innovation et dans le cas des Appels à Projets spécifiques)

**ATTENTION :**

**Le bénéficiaire ne doit pas avoir commis d'infraction(s) au sens de l'article 11 du règlement FEAMPA.**

**Bénéficiaires inéligibles**

- Les entreprises de mareyage et de transformation de produits aquacoles - qui relèvent de l'OS2.2
- Les établissements de formation aquacoles et les exploitations des lycées aquacoles – qui relèvent d'autres dispositifs régionaux et européens
- Les universités, établissements scientifiques et organismes de recherche en tant que porteur principal – qui relèvent d'autres dispositifs régionaux

**Opérations inéligibles**

Au titre de l'article 13 du règlement FEAMPA :

- Le repeuplement direct, sauf si un acte juridique de l'Union le prévoit explicitement en tant que mesure de réintroduction ou autre mesure de conservation ou en cas de repeuplement à titre expérimental
- Le transfert de propriété d'une entreprise
- Les mécanismes d'intervention sur le marché visant à retirer temporairement ou définitivement du marché les produits de la pêche ou de l'aquaculture en vue de réduire l'offre afin d'éviter une baisse ou une hausse des prix, sauf disposition contraire prévue à l'article 26, paragraphe 2

**Lignes de partage**

**Avec les autres OS du Programme national FEAMPA**

- Les opérations de lutte contre les déchets issus de la pêche et de l'aquaculture en mer et sur le littoral – relèvent de l'OS1.6
- Les opérations de promotion des produits de l'aquaculture – relèvent de l'OS 2.2

**Avec les autres dispositifs régionaux liés**

- Les opérations de remplacement ou d'acquisition de petits matériels de production – relèvent de l'Appel à projets régional en faveur de la modernisation des exploitations aquacoles accessible via le lien suivant : [Modernisation des exploitations aquacoles \(nouvelle-aquitaine.fr\)](http://Modernisation%20des%20exploitations%20aquacoles%20(nouvelle-aquitaine.fr)) (seuls les projets structurants pour les entreprises sont éligibles au titre de cet OS, soit ceux permettant un saut qualitatif /stratégique de l'activité de l'entreprise : nouvel atelier, augmentation de la production, augmentation de la productivité, de la valeur ajoutée, création d'emplois...)
- Les manifestations – relèvent d'un Appel à projets régional spécifique (à venir)

**Modalités de candidature**

**Calendrier**

Les projets présentés au titre de la programmation FEAMPA sont éligibles à compter du 1er janvier 2021. Fin de dépôt des dossiers : 31 décembre 2027.



**ATTENTION :**

**Toute dépense engagée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 est inéligible. Toute opération matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le dépôt de la demande d'aide est inéligible.**

**Etude des dossiers**

Les dossiers de demande d'aide seront traités au fil de l'eau.

Pour les types d'action « Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles » et « Installation aquacole », un programme d'investissement prévisionnel sur 3 ans doit être présenté pour chaque projet (une seule demande d'aide par bénéficiaire et par période de 3 années consécutives). Les projets relevant des autres types d'action ne sont pas tenus par cette condition.

Pour les entreprises aquacoles, il n'est pas possible de déposer une nouvelle demande d'aide au titre du FEAMPA ni au titre de l'Appel à projet régional en faveur de la modernisation des exploitations aquacoles, tant que le projet en cours n'est pas soldé.

**Critères de sélection**

Les critères de sélection serviront de critères de bonification du taux d'intervention de base du FEAMPA et contrepartie nationale publique.

**Pour les types d'actions : Modernisation, développement et adaptation des activités aquacoles et Installation aquacole**

- Les entreprises en cours de création ou créées depuis moins de 5 ans
- Les opérations qui utilisent une technologie ou une pratique innovante ou qui sont ambitieuses/pionnières en matière d'amélioration des performances environnementales, de conditions de travail ou de bien-être animal
- Les entreprises qui produisent sous SIQO ou sous démarche qualité faisant l'objet d'un contrôle externe indépendant
- Les opérations mises en œuvre par des bénéficiaires collectifs
- Les programmes collectifs de réhabilitation des friches ostréicoles sur le domaine concédé

**Pour le type d'actions : Recherche et innovation**

- Les opérations qui consistent en une étude de faisabilité
- Les opérations portées par un centre technique ou qui sont élaborées en collaboration avec un centre technique et d'expérimentation, une université, un établissement scientifique ou un organisme de recherche et de diffusion des connaissances
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- Les opérations remplissant l'ensemble des caractères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats

**Pour le type d'actions : Actions collectives, communication, médiation et animation des filières**

- Le nombre d'entreprises impliquées dans le projet ou le nombre d'entreprises bénéficiaires *in fine*

- ~~Les opérations de réhabilitation des friches ostréicoles sur le domaine concédé~~, les observatoires de la ressource conchylicole ou le suivi sanitaire et environnemental des exploitations piscicoles
- Les opérations mises en œuvre par d'autres bénéficiaires collectifs
- Les opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- Les opérations remplissant l'ensemble des critères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif, présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public aux résultats

### Intensité d'aide publique

#### Taux d'aide publique

Taux maximum d'aide publique de base : 30% max.

Autofinancement minimum : 20% (exception : 10% pour le Groupement de Défense Sanitaire Aquacole en cas de mise en place d'une Option de Coût Simplifiée spécifique aux GDS au niveau national).

Taux maximum pour les opérations qui répondent à un ou plusieurs critères de sélection :

- 50% max pour les opérations mises en œuvre par des entreprises
- 60% max pour les opérations mises en œuvre par des bénéficiaires collectifs
- 75% max pour les opérations :
  - mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou des organisations interprofessionnelles
  - en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de l'aquaculture
- 100% max pour les opérations :
  - pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
  - remplissant l'ensemble des critères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats

### Taux de contribution du FEAMPA

Le taux de contribution prévu au Programme National est 70%.

### Indicateurs de réalisation et de résultats

Les indicateurs de réalisation prévus dans le Programme National sont :

- Nombre d'opérations

Les indicateurs de résultats prévus dans le Programme National sont :

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé
- Emplois créés
- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

#### **Contact**

Service Pêche et Aquaculture : [peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr)

Xavier Barrucand – 05 57 57 25 95

Joëlle Liria-Gimenez - 05 56 56 38 10

[www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu](http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

Fiche OS2.1 Version 2022\_Sepembre

**OS 2.2 : Développer des marchés compétitifs, transparents et stables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture, et transformer ces produits, conformément à l'article 35 du règlement (UE) n° 1380/2013 et au règlement (UE) n° 1379/2013****Objectifs****Programme national**

L'Objectif Spécifique (OS) 2.2 du Programme National vise à développer des marchés compétitifs, transparents et stables pour les produits de la pêche et de l'aquaculture. Il répond en particulier aux ambitions suivantes prévues dans le Plan Aquacultures d'Avenir :

- Sanitaire et zoosanitaire en aquaculture, et bien-être des poissons
- Recherche & innovation
- Favoriser le développement économique des filières aquicoles
- Augmentation de la valeur ajoutée des produits de l'aquaculture et performance environnementale des entreprises aquicoles

**Stratégie régionale Pêche Aquaculture Nouvelle-Aquitaine**

La stratégie régionale vise à accompagner la valorisation et la transformation des produits et coproduits de la pêche et de l'aquaculture, qui répondent aux attentes des consommateurs en matière de qualité, d'environnement, de bien-être animal et de relocalisation de l'alimentation. Les priorités régionales visent à :

- accompagner la transition numérique des opérateurs portuaires
- moderniser les outils des entreprises de mareyage et de transformation pour répondre aux nouveaux enjeux
- augmenter la valeur ajoutée des produits et développer de nouveaux marchés
- communiquer sur les produits régionaux autour de leurs bénéfices, des bonnes pratiques et des innovations dans les filières

**Références réglementaires**

Article 28 du règlement (UE) 2021/1139

**Types d'actions concernées**

Les types d'actions prévus au Programme National sont :

- Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation
- Recherche et innovation
- Actions collectives, communication, médiation et animation de filières

**Critères d'éligibilité sur les bénéficiaires et les opérations****Bénéficiaires éligibles**

- Les entreprises de mareyage
- Les entreprises de transformation et de conservation des produits de la pêche et de l'aquaculture
- Les organisations interprofessionnelles et organisations de producteurs
- Les organismes de défense et de gestion
- Les propriétaires et gestionnaires de criées et halles à marée
- Les structures d'appui aux filières, les centres techniques et d'expérimentation, les clusters
- Autres (dans le cas du Type d'actions relatif à la Recherche et Innovation et dans le cas des Appels à Projets spécifiques)

**Conditions d'éligibilité pour les projets d'investissements numériques et informatiques des criées, halle à marée ...**

- le projet est basé dans un port qui respecte un principe de coopération entre les ports de Nouvelle-Aquitaine afin de garantir, en cas de débarquement en dehors du port d'attache une juste rémunération :

- via la redevance d'équipement relevant de l'application du code des transports maritime (Livre III : Les Ports Maritimes Article R5321-41 à 5321-44),
  - ou pour les ports ne disposant pas de redevance d'équipement, via l'application de toute autre redevance de débarquement conventionnée avec chacun des ports de la Région,
- le projet a fait l'objet d'une consultation à l'échelle du port auprès des usagers concernés (éléments probants : étude de marché, compte rendu de réunions, invitations aux concertations, lettre de soutien, ...)

**ATTENTION :**

**Le bénéficiaire ne doit pas avoir commis d'infraction(s) au sens de l'article 11 du règlement FEAMPA.**

**Bénéficiaires non éligibles**

- Les entreprises autres que les Petites et Moyennes Entreprises
- Les commerces de détail
- Les entreprises de pêche et d'aquaculture –relèvent des OS1.1.1 et OS2.1 respectivement
- Les universités, établissements scientifiques et organismes de recherche – relèvent d'autres dispositifs régionaux

**Opérations inéligibles**

Au titre de l'article 13 du règlement FEAMPA :

- Les mécanismes d'intervention sur le marché visant à retirer temporairement ou définitivement du marché les produits de la pêche ou de l'aquaculture en vue de réduire l'offre afin d'éviter une baisse ou une hausse des prix sauf disposition contraire prévue à l'article 26, paragraphe 2
- Le repeuplement direct, sauf si un acte juridique de l'Union le prévoit explicitement en tant que mesure de réintroduction ou autre mesure de conservation ou en cas de repeuplement à titre expérimental
- Le transfert de propriété d'une entreprise

Au titre des priorités régionales :

- L'aquatourisme (gîtes, restauration, sites de pêche)
- Les opérations de dégustation et de vente directe en magasin, sur les marchés, sur le site d'exploitation
- Les opérations qui ne permettent pas un saut qualitatif /stratégique de l'activité de l'entreprise

**Dépenses inéligibles**

Les dépenses inéligibles au titre de cet OS sont définies par le décret n°2022-608 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses pour la période de programmation 2021 – 2027 et par son arrêté d'application.

Au titre des priorités régionales :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée récupérée
- Le leasing, crédit-bail et assimilés
- Les contributions en nature

- L'auto-construction (valorisation du coût de la main d'œuvre, achat de matériaux et d'équipements intermédiaires, location d'outils et de machines...)
- Les consommables, sauf pour le type d'actions Recherche et Innovation et actions collectives
- L'entretien courant et le renouvellement à l'identique
- Le matériel d'occasion et le matériel reconditionné, sauf pour les entreprises créées depuis moins de 5 ans
- Le matériel de sécurisation et de surveillance des sites
- Les véhicules
- Le matériel informatique, les fournitures de bureau et les logiciels de bureautique (hors logiciels et matériels connectés pour la gestion de la production)
- Les locaux administratifs sauf si intégrés au bâtiment d'exploitation
- Les vestiaires, sanitaires, salle de pause... non destinés au personnel
- Les travaux d'aménagement extérieur (voies d'accès, parking, travaux d'embellissement des abords de l'entreprise, raccordement aux réseaux d'eau, gaz, électricité...)
- Les panneaux photovoltaïques
- Les dotations aux amortissements, sauf pour le type d'actions Recherche et Innovation au prorata de la durée d'utilisation des biens amortis pour la réalisation de l'opération et si des subventions publiques n'ont pas déjà contribué à l'acquisition des biens
- Le montage de dossiers au-delà d'un plafond de dépenses de 1 500€HT
- Les frais de réception et de traiteur
- Les objets promotionnels
- Les salaires, sauf pour les types d'actions Recherche et Innovation et Actions collectives
- Les dépenses de fonctionnement : téléphonie, loyer, électricité... (sauf pour les types d'actions Recherche et Innovation et Actions collectives avec application de l'option de coût simplifié à hauteur de 15% des salaires retenus)
- Les déplacements, frais de mission, d'hébergement, de restauration (sauf pour les types d'actions Recherche et Innovation et Actions collectives si nécessaires à l'opération avec application de l'option de coût simplifié à hauteur de 6,3% des salaires retenus)

Attention : dans le cadre des appels à projets thématiques, se référer à la liste des dépenses inéligibles de l'appel à projets concerné.

### **Lignes de partage**

#### **Avec l'Autorité de Gestion**

Les opérations qui visent la préparation et la mise en œuvre des plans de production et de commercialisation.

#### **Avec les autres OS du Programme national FEAMPA**

- Les opérations dans les ports et les criées autres que les investissements numériques et informatiques dont ceux liés à la traçabilité – relèvent de l'OS 1.1.1
- Les opérations de transformation et de commercialisation portées par les entreprises aquicoles – relèvent de l'OS2.1
- Les opérations collectives de communication et de promotion des métiers de la pêche et de l'aquaculture – relèvent de l'OS 1.1. et de l'OS 2.1 respectivement

#### **Avec d'autres dispositifs régionaux**

- Les manifestations – relèvent d'un Appel à projets régional spécifique (les critères d'éligibilités sont précisés dans les documents de l'appel à projets) .

### **Avec le FEADER**

Pour les projets mixtes susceptibles de relever du FEAMPA et du FEADER, les projets sont orientés en fonction du volume majoritaire de matière première traitée (ex : 55% de poissons et 45% de produits agricoles = FEAMPA ; 60% de produits agricoles et 40% de poissons = FEADER).

### **Modalités de candidature**

#### **Calendrier**

Les projets présentés au titre de la programmation FEAMPA sont éligibles à compter du 1er janvier 2021. Fin de dépôt des dossiers : 31 décembre 2027.

#### **ATTENTION :**

**Toute dépense engagée avant le 1er janvier 2021 est inéligible. Toute opération matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant le dépôt de la demande d'aide est inéligible.**

#### **Etude des dossiers**

Les dossiers de demande d'aide seront traités au fil de l'eau, à l'exception :

- des projets relatifs aux actions de communication qui devront répondre à un Appel à Projets dédié,
- des projets relatifs aux démarches qualité qui devront répondre à un Appel à Projets dédié.

Pour le type d'action « Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation », un programme d'investissement prévisionnel sur 3 ans doit être présenté pour chaque projet (une seule demande d'aide par bénéficiaire et par période de 3 années consécutives). Les projets relevant des autres types d'action ne sont pas tenus par cette condition.

### **Critères de sélection**

Les critères de sélection serviront de critères de bonification du taux d'intervention de base du FEAMPA et contrepartie nationale publique.

#### **Pour le type d'actions : Modernisation, développement et adaptation des activités de commercialisation et de transformation**

- Les opérations qui utilisent une technologie innovante ou une pratique innovante ou qui sont ambitieuses/pionnières en matière d'environnement, de conditions de travail ou de bien-être animal ou de valorisation d'espèces sous-exploitées, exotiques à caractères invasif émergentes, invasives et des coproduits
- Les entreprises qui s'inscrivent dans les SIQO, les démarches de qualité ou marques collectives des produits de la pêche et de l'aquaculture faisant l'objet d'un contrôle externe indépendant
- Les opérations qui concernent la transformation et la commercialisation des produits pêchés ou élevés en Nouvelle-Aquitaine
- Les projets de numérique dans les criées
- Les opérations mises en œuvre par d'autres bénéficiaires collectifs
- Les opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou des organisations interprofessionnelles
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- Les opérations contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) n°1380/2013 qui facilitent la commercialisation des captures

indésirées débarquées provenant des stocks commerciaux conformément à l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n°1379/2013

- Les opérations remplissant l'ensemble des caractères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats

**Pour le type d'actions : Recherche et innovation**

- Les opérations consistent en une étude de faisabilité
- Les opérations portées par un centre technique ou qui sont élaborées en collaboration avec un centre technique et d'expérimentation, une université, un établissement scientifique ou un organisme de recherche et de diffusion des connaissances
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- Les opérations remplissant l'ensemble des caractères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats

**Pour le type d'actions : Actions collectives, communication, médiation et animation de filières**

- Le nombre et la diversité des entreprises impliquées dans le projet / le nombre d'entreprises bénéficiaires *in fine*
- Les opérations contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement qui facilitent la commercialisation des captures indésirées débarquées provenant des stocks commerciaux conformément à l'art. 8, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n°1379/2013
- Les opérations mises en œuvre par des organisations de pêcheurs ou d'autres bénéficiaires collectifs
- Les opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs ou d'organisations interprofessionnelles
- Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- Les opérations remplissant l'ensemble des critères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif, présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public aux résultats

A noter pour les actions de communication et les démarches qualité, les critères de sélection sont inscrits dans les Appels à projets dédiés et publiés sur le site Europe en Nouvelle-Aquitaine.

**Intensité d'aide publique**

**Taux d'aide publique**

Taux maximum d'aide publique de base : 30% max

Autofinancement minimum : 20%

Le taux d'intervention du FEAMPA et de la contrepartie nationale applicable au projet est calculé à partir de la grille de notation jointe.

Taux maximum pour les opérations qui répondent à un ou plusieurs critères de sélection :

- 50% max pour les opérations mises en œuvre par des entreprises
- 60% max pour les opérations mises en œuvre par des bénéficiaires collectifs



- 75% max pour les opérations :

- mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou des organisations interprofessionnelles
- en faveur de produits, procédés ou équipements innovants dans le domaine de la transformation

100% max pour les opérations :

- pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services
- remplissant l'ensemble des critères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif et présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public à leurs résultats

A noter dans le cadre des appels à projets thématiques, se référer aux conditions spécifiques de l'appel à projets concerné.

#### **Taux de contribution du FEAMPA**

Le taux de contribution prévu au Programme National est 70%.

#### **Indicateurs de réalisation et de résultats du programme national**

Les indicateurs de réalisation prévus dans le Programme National sont :

- Nombre d'opérations

Les indicateurs de résultats prévus dans le Programme National sont :

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires plus élevé
- Innovations rendues possibles (nombre de nouveaux produits, services, procédés, modèles d'entreprise ou méthodes)
- Entités améliorant l'efficacité de l'utilisation des ressources dans la production et/ou la transformation
- Ensemble de données et conseils mis à disposition

#### **Contact**

Service Pêche et Aquaculture : [peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr)

Maja Larsen - 05 56 56 38 19

[www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu](http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

Fiche détaillée OS2.2- Version CNS juin Mars 2023

VOLET REGIONAL DU FEAMPA 2021-2027 EN NOUVELLE-AQUITAINE	
Objectif Spécifique : 2.2	Promouvoir la commercialisation, la qualité et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation de ces produits
Type d'actions	<b>MODERNISATION, ADAPTATION ET DIVERSIFICATION DES ACTIVITES DE COMMERCIALISATION ET DE TRANSFORMATION</b>

		Taux d'intervention FEAMPA + Région de base	30
		Barème de notation	Notation
Critères régionaux (cumulatifs)	Les opérations qui utilisent une technologie innovante ou une pratique innovante ou qui sont ambitieuses/pionnières en matière d'environnement, de conditions de travail ou de bien-être animal ou de valorisation d'espèces sous-exploitées, exotiques à caractères invasif émergentes, invasives et des coproduits	0 10	
	Les entreprises qui produisent sous SIQO ou sous démarche qualité faisant l'objet d'un contrôle externe indépendant	0 5	
	Les opérations qui concernent la transformation ou la commercialisation des produits pêchés ou élevés en Nouvelle-Aquitaine	0 5	
	Les projets de numérique dans les criées	0 15	
<b>Bonification (20 points maximum)</b>			0

		Barème de notation	Notation
Critères réglementaires (non cumulatifs)	Les opérations mises en œuvre par d'autres bénéficiaires collectifs	0 10	
	Les opérations mises en œuvre par des organisations de producteurs, des associations d'organisations de producteurs ou des organisations interprofessionnelles	0 25	
	Les opérations pour lesquelles le bénéficiaire est un organisme public ou une entreprise chargée de la gestion de services d'intérêt économique général visée à l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, lorsque l'aide est accordée pour la gestion de ces services	0 30	
	Les opérations contribuant à la mise en œuvre de l'obligation de débarquement visée à l'article 15 du règlement (UE) n°1380/2013 qui facilitent la commercialisation des captures indésirées débarquées provenant des stocks commerciaux conformément à l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (UE) n°1379/2013	0 30	
	Les opérations remplissant l'ensemble des critères suivants : être d'intérêt collectif, avoir un bénéficiaire collectif, présenter des caractéristiques innovantes ou garantir un accès public aux résultats	0 30	
<b>Bonification (30 points maximum)</b>			0
<b>TOTAL - TAUX D'INTERVENTION FEAMPA + REGION</b>			<b>30</b>

**Objectif spécifique 3.1 - Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement durable des communautés de pêche et d'aquaculture**

**Objectifs**

**Programme national**

L'Objectif Spécifique (OS) 3.1 du Programme National vise à permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement des communautés de pêche et d'aquaculture.

**Stratégie régionale Pêche Aquaculture Nouvelle-Aquitaine**

La stratégie régionale vise à soutenir le développement d'une économie bleue durable à l'échelle locale.

Les priorités régionales visent à :

- Assurer une participation et une représentation équilibrées de toutes les parties intéressées concernées de l'économie bleue durable locale
- Impliquer l'ensemble des activités maritimes et littorales afin de favoriser une approche partenariale, au-delà des logiques sectorielles, des enjeux identifiés à l'échelle de chaque territoire
- Garder les filières de la pêche et de l'aquaculture au cœur du dispositif de Développement Local par les Acteurs Locaux, pour leur permettre de tirer parti in fine des partenariats et des mises en réseaux développés
- Participer à l'atteinte des objectifs de l'Union Européenne en matière de préservation de l'environnement et de lutte contre le changement climatique

**Références réglementaires**

Article 28 à 34 du règlement (UE) 2021/1060

Article 30 du règlement (UE) 2021/1139

**Types d'actions concernées**

Les types d'actions prévus au Programme National sont :

- Mise en œuvre de la stratégie DLAL et financement des dossiers retenus au titre des stratégies locales
- Coopération intergalpa/intra régions/au niveau national, européen et international

A noter : les autres types d'actions concernés seront financés hors FEAMPA dans le cadre de l'approche territoriale multifonds portée par la Région. Ainsi :

- les actions préparatoires seront financées sur crédits régionaux
- l'animation et le renforcement des capacités de gestion des DLAL seront financées via le programme européen LEADER

**Critères d'éligibilité sur les actions, dépenses et bénéficiaires**

Validés en instance locale et accessibles depuis le site du GALPA concerné ainsi que sur le site L'Europe en Nouvelle-Aquitaine.

**Bénéficiaires éligibles**

Pas de restriction de bénéficiaires éligibles (hors critères réglementaires et critères définis dans les stratégies locales).

### **Opérations inéligibles au titre des priorités régionales**

Opérations sectorielles en faveur d'une seule des filières suivantes ; pêche, aquaculture ou transformation commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture

### **Dépenses inéligibles**

Les dépenses inéligibles sont définies par le décret n°2022-608 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses pour la période de programmation 2021 – 2027 et par son arrêté d'application.

#### **Au titre des priorités régionales :**

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée récupérée
- Le leasing, crédit-bail et assimilés
- Les contributions en nature
- L'auto-construction (valorisation du coût de la main d'œuvre, achat de matériaux et d'équipements intermédiaires, location d'outils et de machines...)
- Le matériel d'occasion
- Les consommables, sauf pour les projets de recherche et développement et/ou d'expérimentation
- L'entretien courant et le renouvellement à l'identique
- Le matériel roulant motorisé terrestre
- Le matériel informatique, les fournitures de bureau et les logiciels de bureautique (sauf dans le cas où le projet implique le recrutement d'une personne pour une durée égale ou supérieure à un an, le matériel informatique est alors éligible au prorata du temps dédié au projet)
- Les panneaux photovoltaïques (les structures porteuses sont éligibles lorsqu'elles présentent une nécessité ou une plus-value pour l'outil de production/transformation)
- Les dotations aux amortissements, sauf pour les projets de recherche et développement et/ou d'expérimentation au prorata de la durée d'utilisation des biens amortis pour la réalisation de l'opération et si des subventions publiques n'ont pas déjà contribué à l'acquisition des biens
- Les frais d'accompagnement au montage de dossiers
- Les objets promotionnels/goodies (stylos, clé USB, pique-prix, prêt à porter, écocup, gourde...)
- Les salaires pour les postes dont le financement est déjà assuré dans les structures publiques (Collectivité Territoriales, Consulaires, Universités, Etablissements publics, ....)
- Les dépenses de fonctionnement : téléphonie, loyer, électricité... (sauf pour les dossiers comprenant des dépenses de salaire, application de l'option de coût simplifié à hauteur de 15% des salaires retenus)

#### **Modalité de prise en charge des frais de déplacement, mission, restauration :**

- application du barème de la fonction publique pour les trajets en voiture, la restauration et l'hôtellerie. Pour les trajets en voiture, seuls les déplacements dont la distance aller-retour est égale ou supérieure à 20 km pourront être pris en compte.

#### **Critères de sélection**

Les stratégies de développement local ont été sélectionnées sur la base des critères définis dans l'appel à candidature multifonds lancé par la Région.

Pour la sélection des opérations :

les critères sont définis par chaque groupe d'action locale selon la stratégie retenue.

<p><b>Intensité d'aide publique</b></p> <p>Le taux d'intensité de l'aide publique sera défini en fonction du régime d'aide applicable et dans la limite du taux maximal réglementaire FEAMPA. Un autofinancement de 20% minimum est attendu.</p>
<p><b>Taux de contribution du FEAMPA</b></p> <p>Le taux de contribution prévu au Programme National est 50 %.</p>
<p><b>Indicateurs de réalisation et de résultats du programme national</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'opérations</li> <li>- Emplois créés</li> <li>- Actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons</li> <li>- Activités de coopération entre parties intéressées</li> <li>- Entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information</li> <li>- Action visant à améliorer les capacités de gouvernance</li> </ul>
<p><b>Contact</b></p> <p>Service Pêche et Aquaculture : <a href="mailto:peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr">peche-aquaculture@nouvelle-aquitaine.fr</a> Maja Larsen - 05 56 56 38 19 Peggy Vary - 05 57 57 01 60 <a href="http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu">www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu</a></p>
<p>Fiche détaillée OS 3.1- <del>Version mars</del> 2023</p>